

LOIRE ATLANTIQUE

les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 650 - 28 novembre 1996 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

Page 2 :

- **L'enfant est un citoyen**

La journée des droits de l'enfant à l'initiative des Parlementaires Communistes.

- **NTM**

La démocratie et l'ordre moral, une interview de Jean-Philippe LEGAL, Secrétaire Fédéral des Jeunesses Communistes.

Page 3 :

- **Le cahier de l'emploi**

Un problème au cœur de la société. De quelle façon le traité ? La presse locale ouvrait un cahier : les Nouvelles ouvre le leur.

Page 4 :

- **Le congrès des maires du département**

Les élus communistes étaient présents.

- **La maison des communistes**

La première liste des versements.

- Pour arrêter les privatisations
- Renationaliser ce qui doit l'être
- Préserver nos atouts nationaux

signez la pétition!

France Télé



FRAMATOME

elf

SON

ALCATEL

AEROSPATIALE

PECHINEY

stop au bradage

GROUPE AIR FRANCE

RENAULT

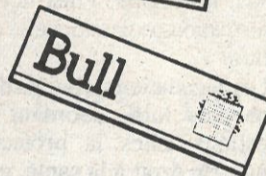


GROUPE gan

RHÔNE-POULENC



sneema



A votre disposition auprès des militants communistes

Edito par Y. CHÉNEAU,
membre du Secrétariat Fédéral

Dans les derniers numéros des Nouvelles, nous notions la montée du mouvement social. A l'heure où ces lignes sont écrites, les chauffeurs routiers sont en grève. Leurs revendications : le paiement de leurs heures travaillées, l'augmentation de leurs salaires, l'ouverture du droit à la retraite à 55 ans. Ce nouveau conflit est révélateur une fois de plus du refus de cette société qui sacrifie l'homme à l'argent. A regarder de plus près, à écouter ce qui se dit autour et dans ce conflit des « vérités » éclatent au grand jour, des « certitudes » tombent, des « remèdes » avancés s'avèrent non seulement moins efficaces que prévu mais dangereux. La politique défendue par les différents gouvernements qui se sont succédés, par le patronat en passant par tous les défenseurs de Maastricht fusent-ils de gauche sur la nécessité de « cette Europe là » prend aujourd'hui encore du plomb dans l'alle. Il n'y a pas que les communistes à poser sur le fond les questions de ce Marché

Les réponses de fond prennent leur ancrage dans les luttes immédiates



Unique, de cette Europe libérale de Maastricht. Bien entendu les salariés des Transports mais aussi nombre d'employeurs, de nombreux commentateurs reconnaissent que Maastricht ouvre la voie à la concurrence sauvage, à la déréglementation

tous azimuts des conditions de travail mais aussi des marchés, ouvre la route au chaos. Nous sommes dans une période où ces questions se retrouvent sur le devant de la scène parce qu'elles frappent de plein fouet tout notre peuple même si chacun peut quelque fois l'exprimer avec ses termes, ses arguments, ses convictions qui peuvent être pourtant différents les uns des autres. Nous assistons depuis un certain temps à un refus de plus en plus profond de ce libéralisme à outrance, refus qui se retrouve dans les enquêtes d'opinions, dans les luttes mais qui doit en même temps se renforcer dans la construction d'une véritable alternative politique de gauche. Les Communistes qui préparent activement leur Congrès qui se déroulera à la mi-décembre s'inscrivent totalement dans ce débat. Ils s'y inscrivent parce qu'ils sont de toutes ces luttes qui se développent et permettent d'arracher ce qui peut l'être. Ils s'y inscrivent parce qu'ils sont décidés à construire avec les citoyens, avec les autres forces politiques de gauche cette perspective politique qui fait tant défaut aujourd'hui à notre peuple.

20 NOVEMBRE
JOURNÉE
DES DROITS
DE L'ENFANT



LA SITUATION

- 100 millions d'enfants en âge scolaire, dont deux tiers de filles, ne sont pas scolarisés et l'enseignement secondaire demeure le privilège d'une minorité.

- Un enfant sur trois (soit 177 millions) souffre de malnutrition avec une progression constante en Allemagne, au Canada, aux Etats-Unis, en Irlande, au Royaume-Uni, en France où la fréquentation des cantines scolaires diminue.

- 14 millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année (40 00 par jour) faute de soins appropriés.

- La dette des pays en voie de développement entraîne le remboursement annuel de plus de 200 milliards de dollars, et les dépenses militaires mondiales s'élèvent à 1 000 milliards de dollars. Comment ne pas penser que les enfants n'en paient un lourd tribut ?

- Des sociétés, comme Moulinex, licencient en France pour exploiter, par exemple, au Mexique ou en Inde des femmes et des enfants pour 14 francs par jour.

- La cueillette du jasmin, qui fait la fortune des grands parfumeurs, s'effectue en Egypte, la nuit, par des enfants de 7 à 14 ans, gagnant 1 à 2 francs pour 9 heures de travail.



l'enfant est un citoyen

Au printemps dernier, à l'unanimité des deux assemblées et sur une proposition des parlementaires Communistes, une loi fait du 20 Novembre de chaque année LA JOURNÉE NATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT.

La France est ainsi le premier pays à décider d'une telle initiative.



Une question de Société :

Si les récents événements en Belgique, ont mis sur le devant de la scène et de l'actualité des maux de notre société et poser de véritables questions sur la protection de l'enfance, il n'en demeure pas moins que ces questions ne sont pas d'hier.

La constitution de 1946 posait déjà comme un devoir de la nation de garantir à l'enfant, « La sécurité matérielle, le repos, les loisirs, l'instruction, la formation professionnelle et la culture ».

Les législations d'aujourd'hui vont plus loin, abordant des questions telles la protection pénale, le droit à la santé, celui d'être entendu par un juge. »

« L'ENFANT DOIT ETRE PROTÉGÉ », déclare l'assemblée Générale des Nations Unies, le 20 Novembre 1959 et malgré cette déclaration qu'en est-il ? N'y a-t-il pas de la part des dirigeants des différents pays, refus de regarder les choses en face et de prendre véritablement les mesures qui s'imposeraient sur des problèmes tels la faim et la malnutrition des enfants, le travail de ces mêmes enfants, la peine de mort applicable aux mineurs, la prostitution enfantine organisée d'une

façon presque d'état dans certains pays ?

Nous sommes directement interpellés ?

Ces questions sont-elles si loin de nous. Nous sommes concernés par le travail des enfants, non pas loin de nous en Asie ou en Amérique mais à nos portes, dans des pays signataires du Traité de Maastricht, au Portugal et en France dans les ateliers clandestins.

N'y a-t-il pas des valeurs humaines à défendre quand aux Etats-Unis présentée comme modèle, son président et ses assemblées se refusent à ratifier comme 156 pays, la Convention Internationale des droits de l'enfant parce qu'ils ne veulent pas abandonner la possibilité d'appliquer la peine de mort à des enfants.

N'y a-t-il pas à défendre des valeurs morales face à la prostitution enfantine, le tourisme sexuel qui a « droit de citer » quasiment officiellement.

Enfin n'y a-t-il pas à se révolter et à agir quand tant d'enfants sont mal traités à la porte de chez nous, dans notre cage d'escalier...

Le résultat de la décadence de notre société

Il s'agit bien d'une dérive de notre société. Faire travailler des

enfants, mettre en place des réseaux de prostitution de mineurs, laisser des enfants mourir de faim sur la route du Rwanda cela a une cause, une raison : l'argent qui touche dans tous les domaines notre société non pas en réponse aux problèmes des hommes mais pour les dominer, les écraser.

Dans notre pays, le fléau du chômage se développe, son enracinement dans la société, le taux qu'il atteint a des répercussions réelles sur l'enfant, sa vie, son développement, son éducation, son épanouissement.

Les solutions ne sont-elles pas de prendre en compte l'Homme dans la société et non pas l'argent comme moteur de la vie et de la société, c'est le cas aujourd'hui.

Le gouvernement Français vient de rendre public un programme sur la protection de l'enfant. C'est bien si la démarche ne s'arrête pas au coup médiatique de son annonce. Mais, à l'examen de la proposition de nos Ministres, une interrogation est soulevée : en ne s'attaquant pas aux causes de la situation, en ne se donnant pas les moyens de corriger les choses, y a-t-il vraiment volonté de prendre réellement en compte le problème ?

Y. C.



Les photos sont extraites du calendrier des Jeunesses Communistes en vente au prix de 40 F.

DÉMOCRATIE ET ORDRE MORAL...

Condamnés à 3 mois de prison ferme et 6 mois d'interdiction de scène en France, les deux chanteurs du groupe NTM sont victimes de « l'ordre moral ».

La décision du Tribunal de Toulon vient de tomber comme un Coup de foudre. Ce verdict participe à renforcer le contexte de haine et d'exclusion.

Après les bibliothèques d'Orange et de Marignane mises au pas par le Front National, la suppression de la subvention du Campagnole à Corbeil, après « l'interdiction » de leur concert à Chateaufort, c'est aujourd'hui la prison pour les « Récalcitrants ».

C'est la première fois qu'une telle décision est prise, la liberté d'expression et de création, le droit fondamental est bafoué, la jeunesse est visée. Cet acte de censure ne peut qu'aggraver la fracture sociale au sein de notre société.

Nous avons demandé à Jean-Philippe LEGAL, Secrétaire de la Jeunesse Communiste de Loire-Atlantique, ses réactions :

« La décision du Tribunal de Toulon, ville où sévissent les élus de Le Pen à l'encontre des chanteurs du groupe de Rap NTM équivaut aux décisions de justice des périodes les plus noires de notre histoire.

La liberté d'expression est foulée au pied, c'est l'ordre moral qui est en marche.

Faudrait-il maintenant se coucher, rester dans le rang sous peine de prison ?...

C'est une tradition de notre pays que des poètes, des chanteurs, des artistes : de François Villon à NTM en passant par Brassens, Vian, Renaud ou Bruant participent avec leurs œuvres à la contestation de l'ordre établi.

Pour moi, cette tradition participe à la vitalité de la démocratisation, à l'esprit de critique, c'est un moteur du progrès de la société.

Après des emprisonnements des lycéens à Cayenne, les licenciements massifs, les répressions dans les lycées, le pouvoir s'attaque aujourd'hui à la musique. Celle là même qui est l'expression du mal vivre d'une jeunesse humiliée, rejetée.

Mais vraiment, je me demande ce que cherche la droite en ayant recours à la violence si ce n'est la provocation.

Aujourd'hui la jeunesse veut vivre, travailler, s'exprimer, étudier et aussi chanter, n'en déplaise à CHIRAC, JUPPÉ ou LE PEN.

Les avis peuvent être divergents quant aux textes et aux musiques de NTM mais, dans cette affaire, c'est de la Liberté, de la Démocratie dont il s'agit.

Je ne pense pas que nous pourrions en rester là et c'est pourquoi la Jeunesse Communiste appelle à la riposte la plus large et la plus unitaire pour qu'il n'y ait ni silence, ni prison pour ceux qui osent parler différemment de « l'ordre moral établi ».

L'attitude du gouvernement dans cette affaire ne fait penser à ces mots de Bernard Lavilliers : « La musique est un cri qui nous vient de l'intérieur ça fait rire les enfants, pas les dictateurs ».

LE CAHIER DE L'EMPLOI

Quelles réalités d'emploi dans notre département ?

Evoquer les Chantiers de l'Atlantique, c'est mettre en avant l'un des pôles de notre Industrie. Mais il faut parler des menaces qui pèsent sur le dernier grand chantier naval Français.

Aujourd'hui, la direction propose de diminuer de 4 300 à 3 000 le nombre de salariés. Les 2 000 salariés des entreprises sous traitants et Intérim se sont vus en partie remplacés par de la main d'œuvre Italienne moins chère renforçant ainsi le chômage sur la région et le département. La financiarisation de l'entreprise se traduit par un matelas financier de l'ordre de 833 Millions de Francs. Une augmentation de 1 000 francs de tous les salaires inférieurs à 15 000 francs ne représenterait que 6,25 % des réserves financières de l'entreprise.

L'aérospatiale : Un autre chantier de notre département avec deux unités de production à Bouguenais et à St Nazaire.

La situation du plan des charges est de 560 Airbus, soit 3 années de travail. Pour répondre à ces commandes, il faudrait sur les 2 usines de l'Ouest embaucher 600 personnes, alors que les directions prévoient des réductions de 140 emplois à Nantes et 160 à St Nazaire.

Une réduction du temps de travail à 35 heures voire 32 heures permettrait l'embauche de 1 000 salariés.

Dans le même temps, le P.D.G. d'air France, entreprise nationale, projette l'achat d'avions produits par Boeing en opposition aux Airbus rejoignant en cela l'Aérospatiale aux Etats-Unis et Airbus Industrie qui confie la motorisation

de l'A340 allongé à l'Américain General Industry.

La Centrale E.D.F. de Cordemais : citée comme l'une des centrales thermiques les plus modernes d'Europe est confrontée à la baisse de ses effectifs salariés. C'est ainsi que 150 emplois sont visés auxquels il pourrait être ajouté d'autres emplois dans le cadre des 20 000 suppressions suggérées dans le cadre des directives Européennes avancées par E.D.F.

Le renforcement de la notion de Service Public, le maintien du statut d'E.D.F. devraient aboutir non pas à la suppression d'emploi mais à la création.

Les Entreprises industrielles **Waterman, Saurier Duval, Alcatel, Matra, MHS...** sont directement confrontées à la politique des groupes multinationaux et nationaux, à la recherche de profits supplémentaires et à la spéculation financière entraînant craintes pour l'avenir, menaces immédiates et suppressions d'emplois à l'exemple d'Alcatel à Orvault.

Les « Recettes » avancées jusqu'à ce jour par les différents gouvernements se sont toutes traduites par le même résultat : plus de cadeaux aux entreprises (Serge Poignard cite 60 millions de francs « d'avances » pour 1994-1995 dans notre département sans compter les exonérations de tous genres) et plus de chômeurs.

Il faut inverser cette politique en utilisant l'argent autrement, en donnant, telle la proposition avancée par les Communistes d'un système **Sécurité-emploi-formation**, la place à l'homme.

En partenariat avec le Conseil Général de Loire Atlantique, le Journal : Presse Océan réalise « Les cahiers de l'emploi ».

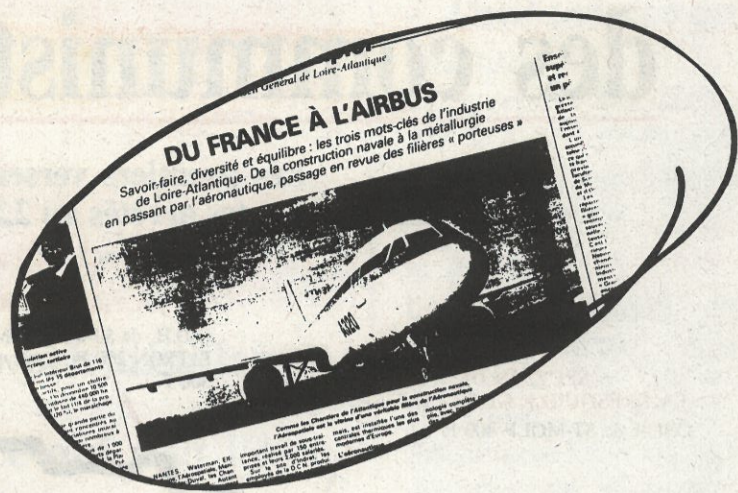
Il s'agit lit-on, dans un éditorial de Hervé Louboutin « de permettre une meilleure appréhension du Tissu Local et partout, de mieux disposer les éléments du difficile puzzle concernant la lutte pour l'emploi ».

Plus loin dans son billet, l'éditorialiste illustre les « capacités bien réelles de la Loire Atlantique à maîtriser son propre destin économique ».

Il précise « les points d'ancrage et d'espérance que représentent les chantiers de l'Atlantique symbole d'une tradition vivante et conquérante ».

Continuant la lecture de ce cahier, on ne reste pas insensible au 44 Curriculum Vitae de candidats à l'emploi qui ne pèsent pas lourd face aux chômeurs que compte notre département et qui restent eux des plus anonyme dans ce dossier.

Vient ensuite, la dernière page de ces Cahiers, un article du Vice Président du Conseil Général, Serge Poignant, qui fait le tour de force de



répondre en qualité de Président de la Commission du Développement économique du Conseil Général à quatre questions du Journal sans apporter le moindre éclaircissement sur la situation si ce n'est l'étalage de millions de francs versés aux entreprises pour en fait et dans la réalité accroître le chômage.

Cette même page met le phare sur le savoir faire de notre département avec la construction navale, l'aéronautique, le port, l'arsenal, les filières porteuses que possède notre département, les atouts que cela recèlent. Mais hélas, il manque quelque chose : les choix gouvernementaux, leurs conséquences,

de véritables solutions par une autre politique de l'emploi.

Nous avons dans notre dernier numéro des Nouvelles fait état de la rencontre publique à St Nazaire en présence de Yves Dimicoli, membre du Comité National, sur la proposition formulée par le Parti Communiste : **Sécurité Emploi Formation**.

Nous avons pensé utile dans ce numéro de développer en reprenant ce que nous avons trouvé dans le dossier de Presse Océan, la situation des principaux secteurs de l'Economie de notre département et des propositions pour une autre politique de l'emploi.

Les monospaces RENAULT



TWINGO
MEGANE SCENIC
NOUVEL ESPACE

DU 2 AU 14 DECEMBRE
ESSAYEZ-LES

PROFITEZ D'OFFRES EXCEPTIONNELLES ET PARTICIPEZ AU GRAND CONCOURS DE DESSINS D'ENFANTS RENAULT.

RENAULT NANTES
LA REFERENCE

CARQUEFOU
RTE DE PARIS - ZI
02 51 85 26 26



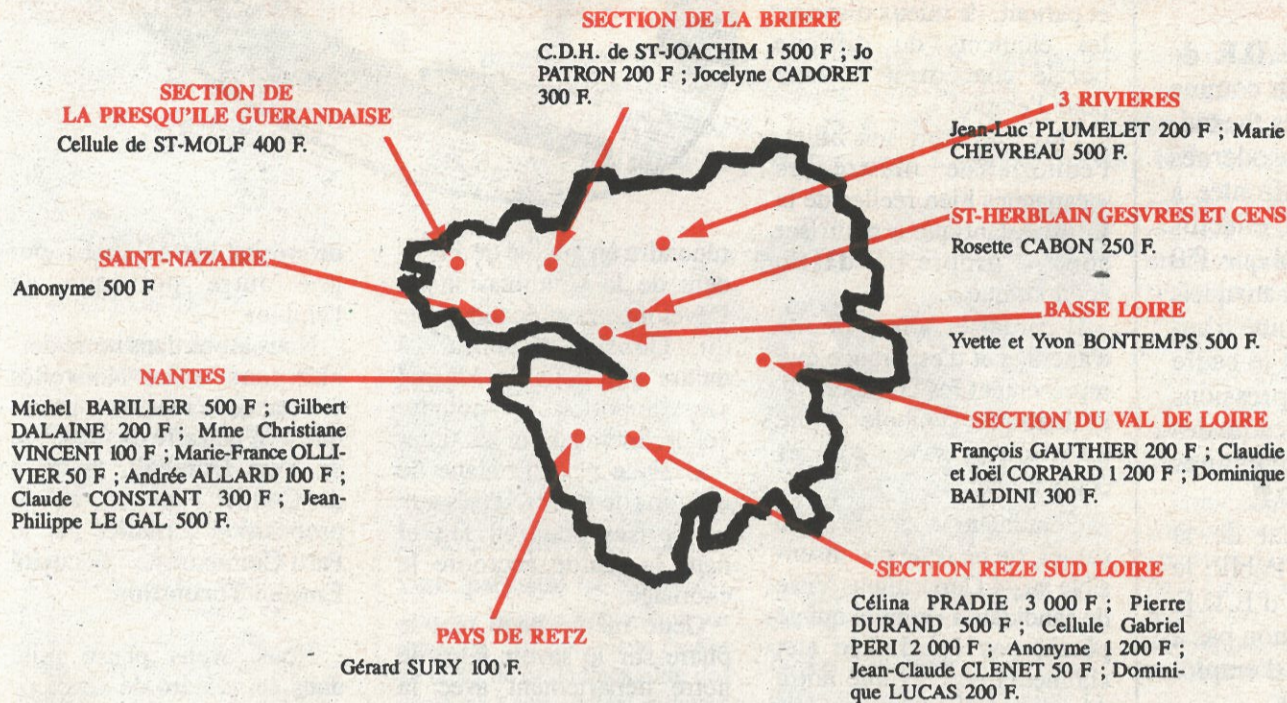
RENAULT

ST-HERBLAIN
ROUTE DE VANNES
02 40 67 27 27

Souscription de la maison des communistes

Les premiers versements
1^{re} liste - comptes arrêtés au 22 novembre 1996

Anonyme 640 F



La première liste de versement pour la souscription de la Maison des Communistes est maintenant bien démarrée dans l'ensemble du département.

Avec un total de 15 490 francs, elle démontre l'intérêt que portent les Communistes mais également de nombreux amis à donner à la Fédération du Parti les moyens de son activité.

Une carte souscription actuellement en impression va être largement diffusée dans les jours qui viennent.

Total première liste = 15 490 francs.

Pour aider la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F. à réaliser les rénovations et les travaux nécessaires à une meilleure utilisation de son siège

pour lui permettre d'entretenir l'immeuble

Je participe à la souscription « siège du Parti Communiste »

Je verse.....francs à l'ordre de « Marcel GUILLE »

Je souhaite contribuer à la souscription en échelonnant mes règlements

Je joins.....(nombre de chèques) de.....francs

Nom - Prénom.....

Adresse.....

J'accepte que mon nom et mon versement soient publiés dans « Les Nouvelles de Loire-Atlantique »

Oui Non

ce coupon est à retourner à la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F. 41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

CONGRES DES MAIRES DE LOIRE-ATLANTIQUE

Le Congrès des Maires de Loire-Atlantique s'est tenu le 16 novembre à Saint-Nazaire.

A cette occasion, les Maires Communistes de notre département ont tenu à aborder quelques questions précises.

Ainsi, Jean-Louis LE CORRE a rappelé les carences de l'Etat, qui était représenté à cette assemblée par le Ministre de la Fonction Publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, en ce qui concerne la recherche et la prévention sanitaire.

Pierre LEBERCHE lui, devait interroger le Ministre sur ses craintes en ce qui concerne l'avenir des Statuts des personnels territoriaux dans le cadre

des « Maisons de Service Public » envisagées.

Enfin Marc JUSTY intervenait sur les aides financières des collectivités locales à destination des entreprises.

S'appuyant sur l'exemple *Venturi à COUERON*, il présentait ces aides comme étant un véritable scandale, ce qui fut nullement du goût du Président du Conseil Général, Luc DEJOIE.

Loin des salons feutrés, les interventions des Maires Communistes de Loire Atlantique exprimaient le vécu de leurs concitoyens, n'en déplaise au Président du Conseil Général ou au Ministre du Gouvernement JUPPE.

NOUVEL ESPACE

IL Y AURA TOUJOURS UN ESPACE ENTRE L'ESPACE ET LES AUTRES.



Venez le constater par vous-même.

RENAULT ST NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE

VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 02.40.17.20.20



« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes
Commission Paritaire N° 52987
R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU, J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 02.40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 02.40.89.72.28 - TÉLÉCOPIE : 02.40.48.65.76
Imprimerie Marcel Delhommeau
85310 LA CHAIZE LE VICOMTE - Tél. 02.51.05.81.50
B.P. 406 - 85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX